

## Allemagne de l'Ouest

# M. Wehner refuse de subordonner la ratification des traités avec l'Est à un accord entre Bonn et M. Ulbricht

De notre correspondant

Bonn. — Le gouvernement de Bonn n'envisage pas, comme le demande l'opposition chrétienne-démocrate, de faire dépendre la ratification des traités avec Moscou et Varsovie de la conclusion préalable d'un accord avec le régime est-allemand. C'est ce qui ressort des déclarations faites lundi, dans la capitale fédérale, par M. Herbert Wehner, le président du groupement parlementaire social-démocrate au Bundestag. Selon lui, en effet, les exigences formulées à cet égard par les dirigeants de la C.D.U.-C.S.U. reviendraient à conférer au régime de M. Ulbricht « un droit de veto » sur la politique étrangère du gouvernement de Bonn, qui vise à normaliser ses relations avec l'Est.

M. Wehner est connu pour s'expliquer volontiers d'une manière sibylline. En outre, il est un spécialiste des « gaffes calculées » et personne ne sait s'il lance tous ses ballons d'essai en parfait accord avec le gouvernement.

Cette fois-ci, pourtant, le leader parlementaire de la S.P.D. ne paraît pas avoir été au-delà des positions officielles, tout au moins en ce qui concerne les négocia-

tions inter-allemandes. M. Egon Bahr, secrétaire d'Etat à la chancellerie, négociateur des traités avec l'Est, vient, en effet, de préciser, lui aussi, qu'il ne serait pas possible d'attendre le règlement de tous les problèmes avec le bloc socialiste pour aborder la ratification des traités déjà conclus. Pour lui, certes, une solution satisfaisante du problème de Berlin reste indispensable. Peut-être même serait-il possible, à son avis, de mettre au point assez rapidement un traité avec le gouvernement de Prague. Enfin il admet qu'une certaine contribution de la République démocratique allemande sera nécessaire dans la mesure où un accord des Quatre interviendrait au sujet de la liberté d'accès à Berlin-Ouest.

Toutefois, d'après M. Bahr, « cela devrait suffire pour cette année », et il n'y aurait pas lieu d'attendre que « tout le paquet » de la politique à l'Est soit complet pour mettre en vigueur les traités avec Moscou et Varsovie. Reprenant la formule politiquement assez habile de M. Wehner, le secrétaire d'Etat à la chancellerie refuse également de reconnaître à la R.D.A. « le rôle d'arbitre entre Bonn et Moscou ».

## Tout dépend de Berlin

Les déclarations de M. Wehner ont toutefois soulevé un problème plus sérieux. Bien des commentateurs de la presse ouest-allemande en arrivent en effet à se demander si le chef parlementaire de la S.P.D. n'envisage pas aussi d'assouplir l'exigence manifestée jusqu'ici par Bonn — et par les Quatre — d'un règlement satisfaisant à Berlin. Il a, certes, fait preuve d'optimisme en précisant que l'affaire de Berlin pourrait être réglée dans les six mois à venir, et que, durant la même période, il serait donc possible d'entreprendre « des pas importants » en vue de faire ratifier les traités par le Bundestag. Cependant, M. Wehner n'a pas voulu s'expliquer sur ce que serait son attitude dans le cas où l'accord s'avérerait impossible dans l'ancienne capitale du Reich. Même s'il ne l'a pas souhaité, il a d'ailleurs plutôt encouragé l'intransigeance de Moscou et de Berlin-Est en soutenant qu'il ne saurait y avoir « aucune alternative » à la politique à l'Est pratiquée par le gouvernement, et que tout « retour en arrière » ne pouvait être qu'un « désastre » pour le gouvernement de Bonn.

Les prises de position de M. Wehner et de M. Bahr sont sans doute assez difficiles à concilier avec certaines déclarations antérieures du chancelier et du

ministre des affaires étrangères ; l'un et l'autre ont promis à diverses reprises que la politique à l'Est devrait apporter des avantages tangibles au peuple allemand, coupé en deux par le rideau de fer et le mur de Berlin.

Dans l'immédiat, toutefois, il semble bien que l'embarras se manifeste du côté de l'opposition. Si, en effet, M. Rainer Barzel, chef du groupe parlementaire C.D.U.-C.S.U. avait, à la veille du Nouvel An, formulé le « préalable » d'un accord inter-allemand, c'était en partie au moins pour masquer les divisions internes de son parti, et pour renvoyer à plus tard l'« heure de la vérité ». Or, cette équivoque crée une gêne croissante pour les membres de l'opposition appelés ainsi à combattre la politique gouvernementale en évitant par-dessus tout de dire s'ils exigent ou s'ils condamnent la reconnaissance de la ligne Oder-Neisse.

En fin de compte, cependant, l'issue de cette querelle interne dans la République fédérale comme le sort même de la politique à l'Est continuera de dépendre du cours des négociations de Berlin, au sujet desquelles tout le monde, même dans les milieux officiels de Bonn, ne partage certainement plus la confiance affichée par M. Wehner.

JEAN WETZ.